

**Arrêté préfectoral complémentaire portant modification
de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2020
Société VICTOR MARTINET
Commune du Mesnil-en-Thelle**

LE PRÉFET DE L'OISE
Chevalier de l'ordre national du Mérite
Officier des Arts et des Lettres

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie CAILLAUD en qualité de Préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique n° 1510 ;

Vu l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;

Vu l'arrêté du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques n° 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), n° 2712 (moyens de transport hors d'usage), n° 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), n° 2790 (traitement de déchets dangereux) ou n° 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

Vu les actes administratifs antérieurs et notamment l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2020 et l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 novembre 2023 réglementant le fonctionnement de l'établissement ;

Vu les modifications portées à la connaissance de la préfecture par la société VICTOR MARTINET concernant :

- la mise en place d'une chaufferie électrique en remplacement de la chaufferie gaz ;
- la modification de l'emplacement de la cuve sprinklage/poteaux incendie/RIA ;
- la mise en place d'un assainissement non collectif ;
- la modification du bassin d'infiltration paysager ;

- la création d'un Espace d'Attente Sécurisé (EAS) à l'étage du bâtiment bureaux ;
- l'implantation des points d'eau incendie en dehors des zones d'effets des flux thermiques de 5 kW/m² ;
- l'implantation de porte d'accès piéton sur chaque façade et l'ajout de portes d'accès d'une largeur de 1,80 m entre les cellules ;
- l'implantation de bornes d'alimentation pour les véhicules électriques en dehors des flux thermiques de 3 kW/m² ;
- la réalisation d'un maillage du réseau interne de défense incendie ;
- l'augmentation du volume du bassin de rétention des eaux incendie ;
- l'implantation de 4 piézomètres sur le site ;
- la révision des surfaces de cellules ;
- la modification des volumes de transit de déchets dangereux ;
- la modification des stockages de matières combustibles (rubriques n° 1510, n° 1511, n° 1530, n° 1532, n° 2662 et n° 2663) en intégrant les modifications apportées par l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 relatif aux prescriptions applicables aux entrepôts soumis à la rubrique 1510 ;
- la modification des stockages de produits dangereux (rubriques n° 1450, n° 4320, n° 4331, n° 4441, n° 4510 et n° 4511) ;
- la modification concernant les rubriques n° 2925, n° 1185, n° 2910 et n° 4734 ;
- la mise en place de 2 manches à air sur le site.

Vu le dossier de porter à connaissance en date de juillet 2024 (version 2) déposé à cet effet ;

Vu le dossier de porter à connaissance en date d'avril 2025 concernant la demande de modification parcellaire ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 27 juin 2025 ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant par courrier électronique le 15 juillet 2025 ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant ;

Considérant ce qui suit :

1. le terme logement de l'arrêté préfectoral initial doit être précisé conformément à la réglementation en vigueur ;
2. le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du Code de l'environnement ;
3. les cellules de stockage 1/2/3/4/5/6/7 sont considérées comme installations nouvelles (sans changement de régime) et les dispositions techniques associées sont les annexes II et VIII de l'arrêté du 11 avril 2017 susvisé ;
4. la zone de transit de déchets, incluant les zones de picking et les 3 chambres froides sont considérées comme installations nouvellement soumises et les dispositions techniques associées sont les annexes VII et VIII de l'arrêté du 11 avril 2017 susvisé ;
5. les installations du site relèvent du I point 2 de l'article I.1 de l'arrêté du 24 septembre 2020 susvisé. En conséquence, les dispositions techniques applicables au site sont celles de l'annexe 3 de ce même arrêté ;

6. l'exploitant s'est positionné sur les dispositions techniques applicables à l'arrêté du 22 décembre 2023 susvisé et anticipe les échéances applicables au 1^{er} janvier 2026 sans délai pour les articles 3 à 12 ;
7. la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;
8. Il y a lieu de modifier et fixer des prescriptions complémentaires.

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} :

La société VICTOR MARTINET située au lieu dit « Le Fond de Persan » à Le Mesnil-en-Thelle (60530) autorisée à exploiter à la même adresse ses activités, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance de Monsieur le Préfet, les dispositions des articles suivants.

ARTICLE 2 : MODIFICATIONS APPORTÉES AUX PRESCRIPTIONS ANTÉRIEURES

Les prescriptions suivantes sont modifiées comme suit :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles	Nature des modifications
Arrêté préfectoral du 24 novembre 2023	Tous	Abrogé
Arrêté préfectoral du 26 novembre 2020	Article 1.2.1	Remplacé par l'article 3 du présent arrêté
Arrêté préfectoral du 26 novembre 2020	Article 1.2.4	Remplacé par l'article 4 du présent arrêté
Arrêté préfectoral du 26 novembre 2020	Article 1.7.1	Remplacé par l'article 5 du présent arrêté
Arrêté préfectoral du 26 novembre 2020	Article 1.8.1	Remplacé par l'article 6 du présent arrêté
Arrêté préfectoral du 26 novembre 2020	Article 3.2.2	Remplacé par l'article 7 du présent arrêté
Arrêté préfectoral du 26 novembre 2020	Article 4.4.5	Remplacé par l'article 8 du présent arrêté
Arrêté préfectoral du 26 novembre 2020	Article 4.4.6	Remplacé par l'article 9 du présent arrêté
Arrêté préfectoral du 26 novembre 2020	Article 8.2.2	Remplacé par l'article 10 du présent arrêté
Arrêté préfectoral du 26 novembre 2020	Article 8.4.2	Remplacé par l'article 11 du présent arrêté
Arrêté préfectoral du 26 novembre 2020	Article 8.6.1.1	Remplacé par l'article 12 du présent arrêté
Arrêté préfectoral du 26 novembre 2020	Article 8.6.1.4	Remplacé par l'article 13 du présent arrêté
Arrêté préfectoral du 26 novembre 2020	Article 8.6.2	Remplacé par l'article 14 du présent arrêté
Arrêté préfectoral du 26 novembre 2020	Article 9.1.3	Remplacé par l'article 15 du présent arrêté
Arrêté préfectoral du 26 novembre 2020	Article 9.1.8	Remplacé par l'article 16 du présent arrêté

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles	Nature des modifications
Arrêté préfectoral du 26 novembre 2020	Article 9.1.9	Remplacé par l'article 17 du présent arrêté
Arrêté préfectoral du 26 novembre 2020	Article 8.9.6	Remplacé par l'article 18 du présent arrêté
Arrêté préfectoral du 26 novembre 2020	Article 10.2.1	Abrogé, cf article 19 du présent arrêté
Arrêté préfectoral du 26 novembre 2020	Article 1.2.2	Remplacé par l'article 20 du présent arrêté
Arrêté préfectoral du 26 novembre 2020	Article 1.2.3	Remplacé par l'article 21 du présent arrêté
Arrêté préfectoral du 26 novembre 2020	Annexe 1	Remplacée par l'annexe 1 du présent arrêté
Arrêté préfectoral du 26 novembre 2020	Annexe 2	Remplacée par l'annexe 2 du présent arrêté
Arrêté préfectoral du 26 novembre 2020	Annexe 3	Remplacée par l'annexe 3 du présent arrêté
Arrêté préfectoral du 26 novembre 2020	Annexe 4	Remplacée par l'annexe 4 du présent arrêté

ARTICLE 3 : LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES OU PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE LOI SUR L'EAU

L'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2020 est remplacé comme suit :

Rubriques IOTA :

Code rubrique	Définition de la rubrique	Installations concernées	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha.....A 2°. Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha.....D	Surface totale des eaux interceptées par le projet de 9.6 Ha	D
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha.....A 2°. Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha.....D	Bassin d'infiltration de 0.2 Ha	D

Rubriques ICPE :

Code rubrique	Définition de la rubrique	Installations concernées	Régime (rayon d'affichage)
1450-1	Solides facilement inflammables (Emploi ou stockage de) La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1) Supérieure ou égale à 1 t.....A 2) Supérieure à 50 kg, mais inférieure à 1 t.....D	La quantité totale susceptible d'être présente sera de 40 t.	A (1 km)

Code rubrique	Définition de la rubrique	Installations concernées	Régime (rayon d'affichage)
2718	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719 et 2792 et 2793.</p> <p>La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges.....A</p> <p>2. Autres cas.....DC</p>	<p>La quantité totale susceptible d'être présente sera de 46 t.</p> <p>Boues hydroxyde et/ou liquide aqueux de rinçage (25 t)</p> <p>Solutions ammoniacales contenant du cuivre (15 t)</p> <p>Produits chimiques mis au rebut (produits périmés ou non conformes) (6 t)</p>	A (2 km)
4001	<p>Installations présentant un grand nombre de substances ou mélanges dangereux et vérifiant la règle de cumul seuil bas ou la règle de cumul seuil haut mentionnées au II de l'article R. 511-11.....A</p>	<p>Sommes règles des cumuls SB > 1</p> <p>Voir calcul règle des cumuls ci-dessous</p>	A (1 km)
4110-2.a	<p>Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés.</p> <p>2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 250 kg.....A</p> <p>b) Supérieure ou égale à 50 kg, mais inférieure à 250 kg.....DC</p> <p>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 t</p> <p>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 20 t</p>	<p>La quantité totale susceptible d'être présente sera de 5 t.</p>	A (1 km) Statut Seveso Bas
4140-2.a	<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes.</p> <p>2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 10 t..... A</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t.....D</p> <p>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t</p> <p>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</p>	<p>La quantité maximale stockée sera de 10 t.</p>	A (1 km)
4710.1	<p>Chlore (numéro CAS 7782-50-5)</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant</p> <p>1. Supérieure ou égale à 500 kg.....A</p> <p>2. Supérieure ou égale à 100 kg mais inférieure à 500 kg.DC</p> <p>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 10 t</p> <p>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 25 t</p>	<p>Voir annexe informations sensibles – Non communicable au public</p>	A (3 km)

Code rubrique	Définition de la rubrique	Installations concernées	Régime (rayon d'affichage)
1510-2.b	<p>Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques :</p> <p>1. Entrant dans le champ de la colonne « évaluation environnementale systématique » en application de la rubrique 39. a de l'annexe de l'article R. 122-2 du code de l'environnementA</p> <p>2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant :</p> <p>a. supérieur ou égal à 900 000 m³ A</p> <p>b. supérieur ou égal à 50 000 m³, mais inférieur à 900 000 m³ E</p> <p>c. supérieur ou égal à 5 000 m³, mais inférieur à 50 000 m³DC</p>	<p>La quantité totale de matières combustibles stockées sera au maximum de <u>8 392t</u></p> <p>Le volume total des cellules sera de <u>116 240 m³</u>.</p>	E
4331-2	<p>Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 1 000 t.....A</p> <p>2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t.....E</p> <p>3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t.....DC</p> <p>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 000 t</p> <p>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 000 t</p>	512 tonnes	E
4734-2.b	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>2. Pour les autres stockages :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 100 t d'essence ou 500 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total</p>	Voir annexe informations sensibles – Non communicable au public	E
4120-2.b	<p>Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition</p> <p>2. Substances et mélanges liquides.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 10 t.....A</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t.....D</p> <p>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t</p> <p>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</p>	5 tonnes	D

Code rubrique	Définition de la rubrique	Installations concernées	Régime (rayon d'affichage)
4130-1.b	<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation</p> <p>1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 50 t.....A</p> <p>b) Supérieure ou égale à 5 t, mais inférieure à 50t.....D</p> <p>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t</p> <p>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</p>	10 tonnes	D
4140-1.b	<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes.</p> <p>1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 50 t..... A</p> <p>b) Supérieure ou égale à 5 t, mais inférieure à 50 t.....D</p> <p>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t</p> <p>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</p>	10 tonnes	D
4150-1	<p>Toxicité spécifique pour certains organes cibles (STOT) exposition unique catégorie 1</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 20 t.....A</p> <p>2. Supérieure ou égale à 5 t, mais inférieure à 20 t.....D</p> <p>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t</p> <p>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</p>	8 tonnes	D
4320-2	<p>Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2 contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 150 t.....A</p> <p>2. Supérieure ou égale à 15 t et inférieure à 150 t.....D</p> <p>Nota : les aérosols inflammables sont classés conformément à la directive 75/324/CEE relative aux générateurs aérosols. Les aérosols « extrêmement inflammables » et « inflammables » de la directive 75/324/CEE correspondent respectivement aux aérosols inflammables des catégories 1 et 2 du règlement (CE) n° 1272/2008.</p> <p>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 150 t.</p> <p>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 500 t.</p>	50 tonnes	D

Code rubrique	Définition de la rubrique	Installations concernées	Régime (rayon d'affichage)
4440.2	Solides comburants catégories 1, 2 ou 3. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 50 t.....A 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t.....D Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t	20 tonnes	D
4441-2	Liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 50 t.....A 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t.....D Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t. Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t	18 tonnes	D
4510-2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1 La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 100 t.....A 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t.....DC Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 100 t Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t	85 tonnes	DC
4511-2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2 La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 200 t.....A 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t.....DC Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 200 t Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 500 t	148 tonnes	DC
4721.2	Oxyde de propylène (numéro CAS 75-56-9) La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 500 kg mais inférieure à 5 t	informations sensibles – Non communicable au public	D
1185-2.a	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage) 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg b) Équipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg	<300 kg	NC

Code rubrique	Définition de la rubrique	Installations concernées	Régime (rayon d'affichage)
2910	Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est inférieure à 20MW	0,4 MW	NC
2925	Ateliers de charge d'accumulateurs électriques. 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant inférieure à 50 kW	<50 kW	NC
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540 , dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte.....A	Capacité < 50 t	NC
4321	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, ne contenant pas de gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant 1. Supérieure ou égale à 5 000 tA 2. Supérieure ou égale à 500 t et inférieure à 5 000 t.....D Nota : les aérosols inflammables sont classés conformément à la directive 75/324/CEE relative aux générateurs aérosols. Les aérosols « extrêmement inflammables » et « inflammables » de la directive 75/324/CEE correspondent respectivement aux aérosols inflammables des catégories 1 et 2 du règlement (CE) n° 1272/2008. <i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 000 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 000 t</i>	La quantité maximale stockée sera de <u>150 t</u> .	NC

A (Autorisation) ou E (Enregistrement) ou D (Déclaration) ou DC (déclaration avec contrôle périodique) ou NC (Non Classé)

Les quantités maximales autorisées des rubriques du tableau ci-dessus sont précisées à l'annexe 1 « Informations sensibles – Non communicable au public – Consultables selon des modalités adaptées et contrôlées »

Classement SEVESO

L'installation est classée sous le régime seuil bas (SB) au titre de la rubrique 4110.2 – Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. Substances et mélanges liquides.

Sur la base de l'inventaire et de l'état des stocks des substances et mélanges dangereux susceptibles d'être présents dans l'établissement exigés conformément à la réglementation en vigueur (point 1.4 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2027 susvisé et article 49 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé), l'exploitant est en mesure de justifier à tout moment du non-franchissement du statut Seuil Haut par dépassement direct ou / et par la règle de cumul Seuil Haut définie à l'article R. 511-11 du Code de l'environnement.

ARTICLE 4 : CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISÉES

L'article 1.2.4 de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2020 est remplacé comme suit :

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et des installations ouvrages, travaux et aménagements soumis à la loi sur l'eau, ainsi que leurs installations connexes, est organisé de la façon suivante :

- un entrepôt logistique composé :
 - de 3 cellules de stockage de produits non dangereux ;
 - d'une zone de transit de produits ;
 - d'une zone de transit de déchets industriels ;
 - d'une salle blanche et de 3 chambres froides (-16°C, 0°C et 5°C) ;
 - de 4 cellules de stockage de produits dangereux ;
 - de zones de picking et de quais ;
 - de locaux techniques (local de charge de batterie, local électrique, ...) ;
 - d'un local sprinklage et réserve d'eau incendie associée.
- un bâtiment de bureaux, locaux sociaux et logement du gardien ;
- des voiries et places de stationnement ;
- des bassins de régulation des eaux pluviales et de rétention des eaux incendie ;
- des espaces verts.

Concernant le logement du gardien, l'affectation même partielle à l'habitation est exclue dans les bâtiments visés par le présent arrêté.

La hauteur au faîtage de l'entrepôt, à partir du sol est de 13 m. L'emprise au sol des bâtiments représente 12 088 m².

La répartition des produits stockés est présentée en annexe 2 du présent arrêté (données sensibles – non communicable).

Un plan des installations est joint en annexe 2 du présent arrêté (données sensibles – non communicable).

Le nouveau périmètre ICPE est le suivant :



est de 50 793 m².

La superficie totale du périmètre ICPE

ARTICLE 5 : RÉGLEMENTATION APPLICABLE

L'article 1.7.1 de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2020 est remplacé comme suit :

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive) :

Dates	Textes
23/01/97	Arrêté ministériel relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
02/02/98	Arrêté ministériel relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
29/07/05	Arrêté ministériel modifié fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005
29/09/05	Arrêté ministériel relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des ICPE soumises à autorisation.
31/01/08	Arrêté ministériel modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets
07/07/09	Arrêté ministériel relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence
06/05/97*	Arrêté relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'Environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4720 ou 4721
11/03/10	Arrêté ministériel portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes

	pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère
04/10/10	Arrêté ministériel modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
27/10/11	Arrêté ministériel portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du Code de l'environnement
29/02/12	Arrêté ministériel modifié fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du Code de l'environnement
31/05/12	Arrêté ministériel fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du Code de l'environnement
26/05/14	Arrêté relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du Code de l'environnement
11/04/17*	Arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique n° 1510
01/06/15*	Arrêté relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques n° 4331 ou n° 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
13/07/98*	Arrêté relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n°s 4120, 4130, 4140, 4150, 4738, 4739 ou 4740
01/08/19	Arrêté ministériel du 1 ^{er} août 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une au moins des rubriques n°s 4440, 4441 ou 4442
24/09/20	Arrêté du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation
22/12/23	Arrêté du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques n° 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), n° 2712 (moyens de transport hors d'usage), n° 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), n° 2790 (traitement de déchets dangereux) ou n° 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

* Des aménagements de certaines prescriptions sont prévues à l'article 9.1.1 de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2020 susvisé

ARTICLE 6 : ÉTUDE DE DANGERS

L'article 1.8.1 de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2020 est remplacé comme suit :

Il est donné acte à la société VICTOR MARTINET de la mise à jour de l'étude de dangers de son établissement de Le Mesnil-en-Thelle situé à Le fond de Persan.

L'étude de dangers de l'établissement est constituée des documents suivants :

Documents constituant l'étude de dangers	
Intitulé – Version	Date
Etude de Dangers – Version 2	2018-05-01
Porter à connaissance de modifications	Version 2 juillet 2024

L'exploitant est responsable de la sécurité de l'exploitation de son établissement vis-à-vis des populations et de l'environnement, dans des conditions au moins égales à celles décrites dans cette étude.

ARTICLE 7 : CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDÉES / CONDITIONS GÉNÉRALES DE REJET

L'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2020 est remplacé comme suit :

La mise hors gel du bâtiment est assurée par une chaudière électrique.

ARTICLE 8 : LOCALISATION DES POINTS DE REJET

L'article 4.4.5 de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2020 est remplacé comme suit :

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur	N°1 (interne)	N°3 (interne)	N°4 (interne)	N°5 (interne)
Coordonnées Lambert II étendu	X : 595.643 km Y : 2462.596 km	X : 595.522 km Y : 2462.679 km	X : 595.599 km Y : 2462.632 km	X : 595.545 km Y : 2462.679 km
Nature des effluents	Eaux usées Point de rejet de la micro station dans le bassin d'infiltration	Eaux pluviales de voirie	Eaux pluviales de voirie	Eaux pluviales de toiture
Traitement avant rejet	Oui	Oui (séparateur hydrocarbure)	Oui (séparateur hydrocarbure)	Non
Exutoire de rejet	Bassin eaux pluviales	Bassin d'infiltration	Bassin d'infiltration	Bassin d'infiltration
Milieu naturel récepteur ou station de traitement collective	Milieu naturel	Milieu naturel	Milieu naturel	Milieu naturel
Conditions de raccordement	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet
Autres dispositions ...	-	Réseau équipé de dispositifs automatiques d'obturation	Réseau équipé de dispositifs automatiques d'obturation	Réseau équipé de dispositifs automatiques d'obturation

ARTICLE 9 : BASSIN D'INFILTRATION

L'article 4.4.6 de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2020 est remplacé comme suit :

Afin d'infiltrer les eaux pluviales, l'exploitant aménage un bassin de 2 847 m³.

Il fait l'objet d'un faucardage avec enlèvement des végétaux une fois par an, et d'une élimination de la vase et autres déchets par curage lorsque leur quantité induit une modification du volume utile de rétention.

ARTICLE 10 : CHAUFFERIE

L'article 8.2.2 de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2020 est remplacé comme suit :

La chaufferie électrique est située dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur aux bâtiments de stockage ou d'exploitation ou isolé par une paroi de degré REI 120. Toute communication éventuelle entre le local et ces bâtiments se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes EI 30, munis d'un ferme-porte, soit par une porte coupe-feu de degré EI 120.

ARTICLE 11 : DISPOSITIF DE CONFINEMENT

L'article 8.4.2 de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2020 est remplacé comme suit :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Les systèmes de relevage autonomes ont une efficacité démontrée en cas d'accident.

Les différents organes de contrôle nécessaires à la mise en service du dispositif de confinement peuvent être actionnés en toute circonstance, localement ou à partir d'une salle de contrôle.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé en faisant la somme :

- de volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ;
- du volume de produit libéré lors d'un accident ou d'un incendie ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

L'exploitant s'assure de la disponibilité constante du volume de confinement minimal nécessaire de 1 988 m³. Une marque a été placée sur le fond du bassin pour identifier le volume disponible en permanence. Une procédure de vidange est mise en place au sein de l'établissement.

Ce bassin de rétention :

- est d'un volume global de 2 209 m³ ;
- est implanté hors des zones d'effets thermiques d'intensité supérieure à 5 kW/m² identifiées dans l'étude de dangers ;
- est implanté à moins de 100 mètres d'au moins un appareil d'incendie (bouche ou poteau d'incendie) d'un diamètre nominal de 100 ou 150 millimètres (DN 100 ou DN 150), dont l'emplacement est défini dans l'étude de dangers au regard des potentiels incendies susceptibles de survenir ;
- est constitué de matériaux résistants aux effets générés par les accidents identifiés dans l'étude de dangers et susceptibles de conduire à leur emploi ;

- est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 susvisé (article III.11 I).

Le bassin de rétention, ayant vocation à recueillir les produits dédiés à la cellule « produits inflammables » est conçu et entretenu pour résister à la pression statique du liquide inflammable éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.

L'exploitant s'assure dans le temps de la pérennité de ce dispositif de confinement. L'étanchéité ne doit notamment pas être compromise par les produits pouvant être recueillis, par un éventuel incendie ou par les éventuelles agressions physiques liées à l'exploitation courante.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

ARTICLE 12 : ACCESSIBILITÉ

L'article 8.6.1.1 de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2020 est remplacé comme suit :

Le site dispose en permanence de deux accès au moins positionnés de telle sorte qu'ils soient toujours accessibles pour permettre l'intervention des services publics d'incendie et de secours.

Les accès au site sont conçus pour pouvoir être ouverts immédiatement sur demande des services publics d'incendie et de secours ou directement par ces derniers. Les dispositifs permettant de condamner l'accès à ces voies sont amovibles et manœuvrables par les sapeurs pompiers soit par un dispositif facilement destructible par les moyens dont dispose le SDIS (type coupe boulon) soit par une clé polycoise.

L'entrée principale de l'établissement doit être maintenue libre en toutes circonstances et accessible aux services d'intervention extérieurs à l'établissement.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

ARTICLE 13 – MISE EN STATION DES ÉCHELLES

L'article 8.6.1.4 de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2020 est remplacé comme suit :

Pour toute installation située dans un bâtiment de hauteur supérieure à 8 mètres, au moins une façade est desservie par au moins une voie « échelle » permettant la circulation et la mise en station des échelles aériennes. Cette voie « échelle » est directement accessible depuis la voie « engins » définie à l'article 8.6.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 novembre 2020 susvisé.

Depuis cette voie, une échelle accédant à au moins toute la hauteur du bâtiment et défendrant chaque mur séparatif coupe-feu débouchant au droit d'une façade du bâtiment peut être disposée.

La voie « échelle » respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 7 mètres, la longueur de l'aire de stationnement au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 % ;
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ;
- aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces échelles à la verticale de l'ensemble de la voie ;

- pour au moins une aire échelle au droit de chaque façade, la distance de cette aire par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et 8 mètre maximum ;
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm² ;
- elle comporte une signalisation verticale et au sol ;
- elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au POI de l'établissement prévu à l'article 8.9.5 de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2020 susvisé.

ARTICLE 14 : DÉSENFUMAGE

L'article 8.6.2 de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2020 est remplacé comme suit :

Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes à la norme NF EN 12101-2, version décembre 2003, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle (ou auto-commande). La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol du local.

Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 m² est prévue pour 250 m² de superficie projetée de toiture.

En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès et installées conformément à la norme NF S 61-932, version décembre 2008.

L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.

Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont à adapter aux risques particuliers de l'installation.

Tous les dispositifs installés en référence à la norme NF EN 12 101-2, version décembre 2003, présentent les caractéristiques suivantes :

- système d'ouverture de type B (ouverture + fermeture) ;
- fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité). Les exutoires bi-fonction sont soumis à 10 000 cycles d'ouverture en position d'aération ;
- la classification de la surcharge neige à l'ouverture est SL 250 (25 daN/m²) pour des altitudes inférieures ou égales à 400 mètres et SL 500 (50 daN/m²) pour des altitudes supérieures à 400 mètres et inférieures ou égales à 800 mètres. La classe SLO est utilisable si la région d'implantation n'est pas susceptible d'être enneigée ou si des dispositions constructives empêchent l'accumulation de la neige. Au-dessus de 800 mètres, les exutoires sont de la classe SL 500 et installés avec des dispositions constructives empêchant l'accumulation de la neige ;
- classe de température ambiante T(00) ;
- classe d'exposition à la chaleur B300.

Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.

Les dispositifs d'évacuation des fumées ne seront pas implantés sur la toiture à moins de 7 m des murs coupe-feu séparatifs.

Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances.

Des amenées d'air frais d'une superficie égale à la surface des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.

Pour les cellules 4 et 7, ne présentant pas de façade accessible en partie basse pour réaliser les amenées d'air, les amenées d'air seront assurées par des conduits réalisés en matériaux de catégorie A2s1d0 et de degré R15. En cas de traversée d'un mur coupe-feu REI 120, ces conduits devront assurer un degré coupe-feu équivalent au mur traversé.

Le système d'apport d'air mécanique sera alimenté électriquement par un réseau spécifique, indépendant de l'alimentation électrique des cellules.

ARTICLE 15 : DIMENSION DES CELLULES

L'article 9.1.3 de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2020 est remplacé comme suit :

L'entrepôt sera compartimenté en cellules de stockage, dont la surface et la hauteur seront limitées afin de réduire la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie.

Bien que équipées d'un système d'extinction automatique, la surface des cellules sera limitée à moins de 2 600 m².

La taille des cellules est reprise ci-dessous :

Nom de la cellule	Surface (m ²)
Cellule n°1+picking	1684,4
Cellule n°2+picking	1675,6
Cellule n°3 + picking	1738,8
Cellule n°4	655,5
Cellule n°5	851,9
Cellule n°6	852,3
Cellule n°7	654,7
Transit, salle blanche, cellules frigorifiques, zone picking des cellules 4-5, et zone picking des cellules 6-7	2570,8

ARTICLE 16 : STOCKAGE DE PRODUITS DANGEREUX EN CHAMBRE FROIDE +5 °C ET EN CELLULES N° 4, 5 OU 6

L'article 9.1.8 de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2020 est remplacé comme suit :

Le sol des cellules est conçu de façon à éviter tout risque d'écoulement des cellules vers l'extérieur (et réciproquement). Les cellules 4, 5 et 6 et la chambre froide +5 °C sont divisées en zone de collecte de moins de 500 m² et constituées de dispositifs passifs (Le liquide recueilli au niveau des zones de collecte est dirigé par gravité vers une rétention extérieure à tout bâtiment). À chacune de ces zones est associé un dispositif de rétention dont la capacité utile est au moins égale à 100 % du volume abrité, à laquelle est ajouté un volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie de la zone de collecte et le volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de la rétention.

La rétention liée aux zones de collecte des liquides inflammables (cellules 4, 5, Chambre froide +5 °C, et une partie de la cellule 6) est réalisée dans le bassin de confinement de 2 209 m³ prévu pour les cellules n°1 à 3 (produits courants).

La rétention liée à la zone de collecte des produits disposant de la double classification toxiques et inflammables de la cellule N°6 est enterrée et dispose d'un volume de 14 m³. Elle est équipée d'une alarme de présence de liquides (retransmise aux postes des responsables sécurité). Cette rétention est liée par sur verse au bassin de confinement de 2 209 m³.

Les rétentions sont implantées hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 5 kW/m² identifiées dans l'étude de dangers et implantées à moins de 100 mètres d'un poteau incendie.

Le bassin de confinement a un volume de 2 209 m³. Il fait office de rétention déportée pour les liquides inflammables. Il est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 susvisé (article III.11 I).

Des siphons anti feu sont mis en place entre les cellules et les bassins de rétention.

ARTICLE 17 : STOCKAGE DE PRODUITS DANGEREUX EN CELLULE N°7

L'article 9.1.9 de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2020 est remplacé comme suit :

Les produits toxiques et dangereux pour l'environnement, hors produits bénéficiant de la double classification « toxiques et inflammables » qui sont stockés en cellule n°6, sont stockés dans la cellule n°7.

Seuls des produits toxiques liquides ou solides sont stockés sur le site, à l'exception du chlore.

Les fûts, tonnelets ou bidons contenant des substances ou mélanges très toxiques sont stockés verticalement sur des palettes. Toute disposition sera prise pour éviter la chute des récipients stockés à l'horizontale.

Des détecteurs de gaz sont mis en place dans les zones présentant des risques en cas de dégagement ou d'accumulation importante de gaz ou de vapeurs toxiques. En cas de détection, il y a retransmission aux responsables « sécurité » et déclenchement d'une alarme sonore et visuelle.

Des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, sont tenus à disposition des équipiers d'intervention. Ces matériels sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement.

Le matériel d'intervention comprend au minimum :

- 2 appareils respiratoires isolants (air ou O₂) ;
- des gants.

De plus, le site est équipé de neutralisants adaptés aux risques en cas d'épandage.

Cette cellule dispose d'une rétention enterrée d'un volume de 25 m³, liée par surverse au bassin de confinement de 2 209 m³. Cette rétention est équipée d'une alarme de présence de liquides (retransmise aux postes des responsables sécurité).

La rétention est implantée hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 5 kW/m² identifiées dans l'étude de dangers et implantée à moins de 100 mètres d'un poteau incendie.

La conception de la rétention est conforme aux dispositions techniques de l'article III-11 I de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 susvisé.

ARTICLE 18 : AUTO SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES CANALISÉES OU DIFFUSES

L'article 8.9.6 de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2020 est remplacé comme suit :

Des manches à air éclairées sont implantées sur le site. Elles doivent être implantées de manière à ce que, à partir de n'importe quel point du site, il soit possible d'en voir une.

ARTICLE 19 : AUTO SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES CANALISÉES OU DIFFUSES

L'article 10.2.1 de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2020 est abrogé.

ARTICLE 20 : SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

L'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2020 est remplacé comme suit :

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles	Lieux-dits
Le Mesnil-en-Thelle	ZD 85 (49 593 m ²) ZD 86 (1 200 m ²)	Le Fond de Persan

Les installations citées à l'article ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté.

ARTICLE 21 : AUTRES LIMITES DE L'AUTORISATION

L'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2020 est remplacé comme suit :

La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation, et plus généralement, la surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation est de 50 793 m².

Article 22 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle est déférée dans le délai de deux mois au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 Amiens :

1° à compter du jour de notification par le pétitionnaire ou l'exploitant ;

2° à compter de l'affichage en mairie ou de la publication au recueil des actes administratifs de la décision sur le site internet de la préfecture par les tiers intéressés.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

En cas de recours contentieux du tiers intéressé, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité du recours contentieux, de le notifier à l'autorité préfectorale et au bénéficiaire de la décision.

La notification intervient par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours.

Lorsque le droit de former un recours est mis en œuvre dans des conditions qui traduisent un comportement abusif et qui causent un préjudice au bénéficiaire de l'autorisation, celui-ci peut demander, par un mémoire distinct, au juge administratif saisi du recours de condamner l'auteur de celui-ci à lui verser des dommages et intérêts. La demande peut être présentée pour la première fois en appel.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

ARTICLE 23 : PUBLICITÉ

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie du Mesnil-en-Thelle pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le Maire du Mesnil-en-Thelle fait connaître, par procès-verbal adressé au Préfet de l'Oise l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée minimale de quatre mois sur le site Internet « Les services de l'État dans l'Oise » au recueil des actes administratifs, à savoir : <http://www.oise.gouv.fr/Publications/Publications-legales/Recueils-des-actes-administratifs-RAA>.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

ARTICLE 24 : EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Senlis, le maire du Mesnil-en-Thelle, le directeur départemental des territoires, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France et l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **09 SEP. 2025**

Le Préfet



Jean-Marie CAILLAUD

Destinataires :

La société VICTOR MARTINET

Le sous-préfet de Senlis

Le maire de la commune du Mesnil-en-Thelle

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

L'inspecteur de l'environnement s/c du chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France